

Togo

En 2014, le Togo a réalisé des progrès modestes sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le gouvernement du Togo a lancé un projet de microfinancement qui a permis d'accorder des prêts à 324 000 personnes et de mettre en œuvre un projet de transferts conditionnels en espèces dont ont bénéficié 214 villages. De plus, 265 écoles primaires ont été construites dans le cadre d'un projet financé par la Banque mondiale. Toutefois, au Togo, des enfants sont soumis au travail, notamment dans l'agriculture, et aux pires formes de travail, y compris dans le travail domestique forcé lié à la traite des personnes. Le gouvernement n'a pas alloué suffisamment de moyens pour faire appliquer efficacement les lois sur le travail des enfants. Les programmes sociaux de lutte contre les pires formes de travail des enfants de ce pays ne suffisent pas pour affronter l'ampleur du problème et ils s'en remettent principalement à des ONG et à des organisations internationales pour les mettre en œuvre.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes qui permettraient de progresser sur la voie de l'élimination du travail des enfants, y compris de ses pires formes, au Togo, sont proposées :

| Domaine | Mesure proposée | Année(s) où elle a été proposée |
|-----------------|---|---------------------------------|
| Cadre juridique | Fixer des sanctions pour les infractions aux lois régissant le travail dangereux des enfants et veiller à interdire à tous les mineurs de moins de 18 ans d'effectuer des activités ou travaux dangereux. | 2009 – 2014 |
| Mise en œuvre | Renforcer l'application des lois sur le travail des enfants : <ul style="list-style-type: none"> • En augmentant le nombre d'inspecteurs du travail chargés de faire respecter la législation relative au travail des enfants afin de couvrir la population active de façon adéquate ; • En dispensant des formations supplémentaires sur les questions liées au travail des enfants ; • En veillant à ce que les responsables de l'application des lois sur l'ensemble du territoire disposent du texte des lois existantes sur le travail des enfants ; • En fournissant des ressources et des moyens de transport en quantité suffisante pour permettre aux inspecteurs de mener leurs enquêtes ; • En conduisant des inspections dans les zones tant rurales qu'urbaines, y compris en effectuant des visites inopinées ; • En s'assurant que tous les agents d'application de la loi ont accès aux documents de référence relatifs à la législation sur le travail des enfants ; • En autorisant l'inspection du travail à déterminer et/ou à imposer des sanctions et • En imposant des sanctions pour violation du droit du travail conformément à la loi. | 2009 – 2014 |
| | Rendre publics les chiffres concernant l'application des lois sur le travail des enfants, notamment le nombre d'inspections, de poursuites judiciaires, d'infractions et d'assignations/sanctions imposées ; ventiler le nombre de plaintes portant sur le travail des enfants qui sont reçues sur la ligne téléphonique Allo 1011. | 2010 – 2014 |

| | | |
|-----------------------------|---|-------------|
| | Établir un mécanisme d'orientation entre les organes d'application des lois du travail et les services de protection sociale. | 2014 |
| Coordination | Procurer aux organes de coordination des ressources financières et humaines suffisantes pour qu'ils puissent s'acquitter de leur mandat de lutte contre le travail des enfants y compris ses pires formes. | 2009 – 2014 |
| Politiques gouvernementales | Intégrer les stratégies d'élimination et de prévention du travail des enfants au Plan du secteur de l'éducation. | 2013 – 2014 |
| Programmes sociaux | Mener des recherches pour déterminer les activités effectuées par les enfants travaillant dans le bâtiment afin d'orienter les politiques et les programmes. | 2013 – 2014 |
| | Améliorer l'accès à l'éducation : <ul style="list-style-type: none"> • En augmentant les possibilités d'éducation dans les zones rurales en construisant des établissements scolaires et en formant des enseignants supplémentaires. • En éliminant les frais de scolarité, y compris le coût des uniformes et des manuels. • En veillant à l'absence de violence sexuelle et de discrimination dans les écoles. • En pénalisant les enseignants qui forcent les élèves à pratiquer des travaux domestiques ou agricoles. | 2010 – 2014 |
| | Étendre l'enregistrement des naissances en éliminant les frais d'acte de naissance, en ouvrant des bureaux supplémentaires de l'état civil dans les zones rurales et en sensibilisant les familles sur l'importance de l'enregistrement des naissances. | 2011 – 2014 |
| | Évaluer l'impact que peuvent avoir les programmes sociaux existants sur le travail des enfants. | 2013 – 2014 |
| | Veiller à ce que les programmes de protection sociale visant à lutter contre les pires formes de travail des enfants soient suffisants pour faire face à l'ampleur du problème et encourager la pérennité à long terme des initiatives de projets. | 2009 – 2014 |